

Espagne/Justice et Politique

Catalogne : maintien en détention de quatre dirigeants séparatistes

AFP
Madrid/Espagne

Quant à Carles Puigdemont, le dirigeant de l'exécutif destitué, il saura le 14 décembre si la justice belge décide ou non de son extradition vers Madrid.

LA justice espagnole a refusé hier la liberté provisoire à quatre dirigeants séparatistes poursuivis pour leur rôle dans la tentative de sécession de la Catalogne, dont le président destitué en exil à Bruxelles tente d'éviter d'être extradé en Espagne. La décision de la justice espagnole est tombée à quelques heures du lancement officiel de la campagne pour les élections régionales du 21 décembre en Catalogne, convoquées par Madrid en réponse à la proclamation d'indépendance de cette riche région du nord-est de l'Espagne. Le juge d'instruction de la Cour suprême espagnole a décidé hier de maintenir en détention provisoire le vice-président catalan destitué Oriol Junqueras et trois autres inculpés, et de libérer sous caution six autres anciens "conseillers" (ministres) de l'exécutif catalan. M. Junqueras, l'ancien

"conseiller" (ministre) de l'Intérieur Joaquim Forn et les chefs des associations séparatistes ANC, Jordi Sanchez (qui a démissionné depuis), et Omnium Cultural, Jordi Cuixart, resteront en prison en raison du "risque de récidive", selon un communiqué de la cour.

Les six autres dirigeants détenus pourront être remis en liberté moyennant le paiement d'une caution de 100 000 euros (65,5 millions de francs) chacun, a décidé le juge d'instruction. Entre-temps, le président déchu Carles Puigdemont, et quatre autres membres de l'ancien exécutif catalan qui s'étaient exilés en Belgique pour échapper aux poursuites ont retrouvé hier à Bruxelles le juge chargé de statuer sur les mandats d'arrêt européens émis à leur encontre par Madrid.

Tous sont poursuivis pour avoir participé au processus de sécession de la Catalogne, qui a débouché le 27 octobre sur une proclamation unilatérale de la "République catalane".

Le gouvernement espagnol avait réagi immédiatement en plaçant la région sous tutelle, destituant le gouvernement régional et dissolvant le Parlement pour convoquer un nouveau

scrutin à la fin du mois. Douze des quatorze membres du gouvernement déchu sont candidats aux élections, dont M. Puigdemont qui prétend en cas de victoire être rétabli comme "président légitime" de l'exécutif catalan.

CAMPAGNE CONTRE LA "REPRESSION"

Le maintien en prison d'Oriol Junqueras, dont le parti Esquerra Republicana Catalana (ERC, gauche républicaine) est donné gagnant dans les sondages, et des trois autres inculpés devrait dominer la campagne.

En effet, ERC, la liste de M. Puigdemont Junts per Catalunya et le petit parti d'extrême gauche de la CUP font campagne séparément mais se rejoignent pour réclamer la libération des "prisonniers politiques" et dénoncer la "répression" de l'Etat.

"Junqueras est en prison parce qu'ils en ont peur, parce qu'ils savent que c'est le meilleur candidat", a réagi la tête de liste d'ERC, Marta Rovira.

A Bruxelles, les cinq ex-dirigeants visés par un mandat d'arrêt européen (MAE) après leur fuite en Belgique le 30 octobre, ont été entendus par le juge de la chambre du conseil néerlandophone qui doit



Si six dirigeants catalans ont pu quitter la prison hier soir, quatre autres sont maintenus en détention en raison du "risque de récidive" qu'ils représenteraient.

statuer sur leur sort. Le juge rendra sa décision le 14 décembre, ont annoncé après l'audience leurs avocats, qui ont prévenu que, quelle qu'elle soit, ils épuiseront toutes les voies de recours pour rester en Belgique, au moins au-delà du 21 décembre, date des élections régionales.

Ils continueront donc à faire campagne à distance, et M. Puigdemont, qui a multiplié les interviews depuis son exil, devait apparaître par écran interposé lors d'un meeting de ses partisans hier soir à Barcelone.

Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy espère que le scrutin dégagera une majorité opposée à l'indépendance, mais les

sondages restent très serrés.

Aux dernières élections en 2015, les indépendantistes avaient remporté la majorité absolue des sièges au Parlement régional avec 47,8 % des voix.

Un sondage publié hier par le Centre d'études sociologiques (CIS) du gouvernement espagnol prévoit qu'ils recueilleraient 44,4% des voix et 66 à 67 sièges sur 135, juste en dessous de la majorité absolue de 68.

Les trois partis opposés à l'indépendance - Ciudadanos (libéral), le Parti socialiste catalan, et le Parti Populaire au pouvoir à Madrid - rassembleraient 44,3% des votes, mais ne décrocheraient que 59 à 60 sièges.

A travers le monde

Afghanistan/Politique. Onze ministres confirmés après des mois de paralysie

Le Parlement afghan a confirmé hier, en direct à la télévision, onze ministres dont ceux de la Défense et de l'Intérieur, après des mois de paralysie, éliminant la seule femme de la liste proposée pour le portefeuille des Mines.

Grande-Bretagne/Politique. Brexit : pas d'accord mais Bruxelles et Londres "confiants"



Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et la Première ministre britannique Theresa May se sont dits "confiants" sur une issue "positive" de la première phase de négociations du Brexit, même si un accord n'a pu être obtenu hier comme espéré.

Honduras/Présidentielle. Toujours pas de vainqueur

Les autorités électorales du Honduras ont annoncé hier avoir terminé le dépouillement des bulletins de l'élection présidentielle du 26 novembre, mais n'ont pas désigné de vainqueur même si le président sortant Juan Orlando Hernandez arrive en tête.

Koweït/Diplomatie. Les dirigeants du Golfe tentent de sortir d'une grave crise

Les dirigeants des pétromonarchies arabes du Golfe tiennent ce mardi et demain à Koweït leur sommet annuel, six mois jour pour jour après le début d'une grave crise qui menace l'existence même de leur alliance régionale, le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Yémen/Conflit. L'ex-président Saleh tué par ses anciens alliés Houthis



L'ancien président yéménite Ali Abdallah Saleh, 75 ans, a été tué hier par des rebelles Houthis, quelques jours après la rupture de l'alliance entre les deux camps rebelles, à l'origine d'affrontements meurtriers dans la capitale Sanaa.

France-Algérie/Diplomatie

Macron à Alger pour "une nouvelle relation" apurée du passé

AFP
Paris/France

Le président français rencontrera notamment son homologue algérien Abdelaziz Bouteflika.

LE président français Emmanuel Macron effectue demain une visite sensible en Algérie, où il va réaffirmer "la relation particulière" entre Paris et Alger tout en essayant de dépasser les contentieux de la colonisation, comme il l'a fait la semaine dernière en Afrique. La visite dans l'ancienne colonie française - de 1830 à 1962 - sera marquée par une rencontre avec le président Abdelaziz Bouteflika, 80 ans, dans sa résidence médicalisée de Zéralda, dans la banlieue ouest d'Alger. Affaibli par les séquelles d'un AVC survenu en 2013, qui a affecté sa mobilité et son élocution, le président Bouteflika, au pouvoir depuis 1999, reçoit peu de dignitaires étrangers. Comme il en a l'habitude dans ses déplacements, Emmanuel Macron ira aussi à la rencontre de la population lors d'une "déambulation" dans le centre d'Alger. Il "bénéficie d'une très bonne image en Algérie", croit sa-

voir la présidence française, en précisant que le chef de l'Etat s'y est rendu à plusieurs reprises lorsqu'il était ministre de l'Economie.

"Les visites en Algérie des présidents français sont une tradition" en début de mandat et "y déroger paraît impensable" car "la symbolique continue de jouer un rôle important dans le rapprochement entre les deux pays", souligne Mansour Kedidir, chercheur algérien en sciences politiques.

Depuis Valéry Giscard d'Estaing en 1975, première visite officielle d'un président français dans l'Algérie indépendante, tous les présidents français se sont rendus en Algérie. En 1981, François Mitterrand affirme que "la France et l'Algérie sont capables de surmonter et de dépasser les déchirements du passé".

En 2003, Jacques Chirac signe avec Abdelaziz Bouteflika la "Déclaration d'Alger" prévoyant un "partenariat d'exception" afin de dépasser un "passé encore douloureux" qu'on ne doit "ni oublier ni renier".

Puis, en 2007, Nicolas Sarkozy dénonce le système colonial "injuste" mis en place par la France en Algérie. "Mais il est aussi juste de dire qu'à l'intérieur de ce système, il y avait beaucoup d'hommes

et de femmes qui ont aimé l'Algérie, avant de devoir la quitter", ajoute-t-il.

"DIFFICULTES" ECONOMIQUES

En raison de sa brièveté, le déplacement de M. Macron permettra à Emmanuel Macron, selon le quotidien francophone El Watan, "de solder sa dette envers l'Algérie, qui a mal vécu le fait qu'il ait privilégié le Maroc à l'Algérie pour sa première visite officielle dans la région".

La dernière visite de M. Macron à Alger, durant la campagne présidentielle, reste dans les mémoires puisqu'il y avait qualifié la colonisation française (1830-1962) de "crime contre l'Humanité".

Ces propos avaient été bien accueillis en Algérie mais fortement critiqués en France par la droite et l'extrême droite.

"La question de la mémoire" sera abordée lors de la visite, indique la présidence française. Il s'agit surtout pour Emmanuel Macron, premier président de la Ve République né après la Guerre d'Algérie, de "tourner la page" et de "construire une nouvelle relation".

Face à la colonisation, "ni déni, ni repentance. On ne peut pas rester piégé dans le passé", a-t-il proclamé la se-



C'est une visite sensible qu'effectue le président Emmanuel Macron demain en Algérie.

maine dernière lors de sa tournée en Afrique de l'ouest.

Les Algériens attendent cependant un geste, comme le retour de crânes de résistants algériens tués dans les années 1850 qui sont conservés au Musée de l'Homme à Paris.

En 2012, la reconnaissance par François Hollande des "souffrances" infligées par "la colonisation française" avait permis de réchauffer les relations.

Pour Paris, l'une des priorités est de redynamiser les échanges économiques alors que la France a laissé sa place de premier fournisseur

de l'Algérie à la Chine. L'automobile, la pharmacie et l'agroalimentaire sont jugés prioritaires.

La France reste le premier investisseur hors hydrocarbures et le premier employeur étranger en Algérie, avec 40 000 emplois directs et 100 000 emplois indirects. Mais le pays subit de plein fouet la chute des prix du brut, qui assure 95% de ses recettes extérieures.

La sécurité régionale et internationale figurera également au menu des discussions, avec notamment les crises libyennes et au Sahel ainsi que la lutte contre le terrorisme.